

7. l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1976, 14 avril 1977, 25 août 1978, 14 juin 1985 et 4 février 1988;

8. l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1976, 29 mars 1977, 25 août 1978, 26 juin 1984 et 14 juin 1985;

9. l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements officiels subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1976;

10. l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements libres subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

11. l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1979 et 16 décembre 1981;

12. l'arrêté ministériel du 15 mai 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue néerlandaise, modifié par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1980;

13. l'arrêté ministériel du 15 mai 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue néerlandaise, modifié par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1980;

14. l'arrêté ministériel du 15 mai 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires supérieures, les écoles professionnelles secondaires supérieures et les écoles professionnelles secondaires complémentaires dont la langue de l'enseignement est la langue néerlandaise, modifié par les arrêtés ministériels des 22 mars 1972 et 30 avril 1980;

15. l'arrêté ministériel du 15 mai 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux du degré supérieur des lycées et athénées royaux dont la langue de l'enseignement est la langue néerlandaise.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1989.

Art. 23. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juin 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

(1) Les annexes à cet arrêté sont publiées en supplément au *Moniteur belge* du 31 août 1989, sous les folios — 1 — à — 845 —.

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1586

20 JUILLET 1989. — Décret fixant les règles du financement général des communes wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Il est institué à charge du budget de la Région wallonne une dotation générale annuelle destinée à subsidier les communes de la Région wallonne, conformément aux critères définis dans le présent décret.

Art. 2. Le financement organisé par le présent décret assure aux communes une recette libre de toute affectation particulière. Le recours à des critères liés à certaines activités exercées par les communes n'aîtère en rien ce caractère.

Art. 3. Une part de 5 % de la dotation générale annuelle définie à l'article 1er est répartie entre les communes de la Région wallonne par l'Exécutif, sur base de critères qu'il définit.

(1) *Session 1988-1989.*

*Documents du Conseil.* — 105 (1988-1989), nos 1 à 28.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 6 juillet 1989. Discussion.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 7 juillet 1989. Vote.

**Art. 4.** Pour l'application du présent décret, les communes de la Région wallonne sont classées en trois catégories :

- 1<sup>o</sup> première catégorie : les communes de Charleroi et Liège;
- 2<sup>o</sup> deuxième catégorie : les communes d'Arlon, Ath, Bastogne, Dinant, Eupen, Huy, La Louvière, Marche-en-Famenne, Mons, Mouscron, Namur, Neufchâteau, Nivelles, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Philippeville, Seraing, Soignies, Thuin, Tournai, Verviers, Virton, Waremme;
- 3<sup>o</sup> troisième catégorie : les autres communes.

**Art. 5.** Après déduction du pourcentage de 5 % visé à l'article 3, le solde de la dotation générale des communes est divisé en deux parties :

1. 32,5 % sont attribués aux communes de la première catégorie;
2. 67,5 % sont attribués aux communes des deuxième et troisième catégories.

#### CHAPITRE II. — Communes de première catégorie

**Art. 6.** La part de 32,5 % de la dotation générale, attribuée aux communes de première catégorie, est répartie entre elles proportionnellement à ce que chacune a reçu du Fonds des Communes pour l'année 1988.

Toutefois, si la part de la dotation revenant à ces communes est en augmentation par rapport à l'année précédente, cette augmentation est répartie par parts égales entre les communes concernées.

#### CHAPITRE III. — Communes des deuxième et troisième catégories

**Art. 7.** La part de 67,5 % de la dotation générale, attribuée aux communes des deuxième et troisième catégories, est subdivisée en une dotation principale et une dotation spécifique.

**Art. 8.** La dotation principale s'élève à 85 % de la part mentionnée à l'article 7.

**Art. 9.** La dotation spécifique s'élève à 15 % de la part mentionnée à l'article 7.

##### Section Ire. — Répartition de la dotation principale

**Art. 10.** 14,85 % de la part mentionnée à l'article 7 sont répartis entre les communes de deuxième et troisième catégories au prorata du chiffre de la population de chaque commune, chaque étranger comptant pour 1,25 habitant.

0,10 % de la part mentionnée à l'article 7 sont répartis par parts égales entre les communes à statut linguistique spécial visées à l'article 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matières administratives et des communes de la région de langue allemande situées en Région wallonne.

0,05 % de la part mentionnée à l'article 7 sont répartis au prorata du chiffre de la population des communes visées à l'alinéa 2.

**Art. 11.** 26 % de la part mentionnée à l'article 7 sont répartis entre les communes de la deuxième catégorie au prorata du chiffre de la population de chaque commune, multiplié par un quotient fiscal déterminé à l'article 12.

**Art. 12.** Le quotient fiscal visé à l'article 11 est déterminé comme suit : il est établi une fraction ayant pour numérateur le montant par habitant du total des redevances et impôts communaux diminué du produit par habitant des taxes et redevances appliquées aux centrales nucléaires et du produit par habitant de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, et pour dénominateur le produit par habitant de cette dernière taxe ramenée au taux de 1 %.

Le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est fictivement fixé, pour l'application de l'alinéa précédent :

- à 6 %, en ce qui concerne le numérateur, et à 1 %, en ce qui concerne le dénominateur, de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'Etat pour les communes qui n'ont pas établi la taxe;
- à six fois le produit de la taxe ramenée au taux de 1 % pour les communes qui l'ont établie à un taux inférieur à 6 %.

**Art. 13.** Les communes de deuxième catégorie bénéficient au moins d'une quote-part par habitant égale à la quote-part moyenne par habitant des communes de la troisième catégorie résultant de l'application des articles 14, 15, 16 et 17. Les montants nécessaires à l'application de cette garantie sont prélevés proportionnellement sur les quotes-parts visées aux articles 11 et 12 des autres communes de deuxième catégorie.

**Art. 14.** 44 % de la part mentionnée à l'article 7 sont répartis entre les communes de la troisième catégorie au prorata du chiffre de la population de chaque commune, multiplié par un coefficient fiscal déterminé à l'article 15 et multiplié par un coefficient de densité de population déterminé à l'article 16 et divisé par le produit par habitant de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques ramenée au taux de 1 %.

Ce dernier produit est fixé fictivement à 1 % de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'Etat pour les communes qui n'ont pas établi la taxe communale.

**Art. 15.** Le coefficient fiscal mentionné à l'article 14 est obtenu en normalisant comme suit le quotient défini à l'article 12, pour chaque commune :

- a) par la soustraction de la moyenne arithmétique des quotients des communes de la troisième catégorie;
- b) par la division du résultat précédent par l'écart-type relatif à ces mêmes quotients;
- c) le quotient ainsi normalisé est divisé par 5 et majoré d'une unité.

**Art. 16.** Le coefficient de densité de population mentionné à l'article 14 est fixé selon le tableau suivant :

Densité	Coefficient de densité
— moins de 60 habitants par km <sup>2</sup>	1,30
— de 60 à moins de 80 habitants par km <sup>2</sup>	1,20
— de 80 à moins de 90 habitants par km <sup>2</sup>	1,15
— de 90 à moins de 100 habitants par km <sup>2</sup>	1,10
— de 100 à moins de 250 habitants par km <sup>2</sup>	1,05
— de 250 à moins de 500 habitants par km <sup>2</sup>	1,10
— de 500 à moins de 750 habitants par km <sup>2</sup>	1,20
— à partir de 750 habitants par km <sup>2</sup>	1,30

**Art. 17.** Le coefficient visé à l'article 15 est multiplié par un facteur correcteur déterminé comme suit :  
— Il est établi annuellement le revenu cadastral imposable moyen par habitant des communes de la troisième catégorie attribué aux biens ordinaires bâtis et non-bâtis; les écarts relevés dans chaque commune par rapport à cette moyenne sont ajoutés ou soustraits, pour moitié, à l'unité selon qu'ils sont inférieurs ou supérieurs. Le résultat ainsi obtenu est plafonné à 1,25 ou est d'au moins 0,75 selon le cas.

**Art. 18.** L'application des règles de répartition aux dotations de 26 % et 44 %, respectivement visées aux articles 11 et 14, se fera progressivement.

A titre transitoire, pour chacune de ces dotations, une partie de celle-ci sera répartie selon la quote-part que chaque commune a reçue du Fonds principal en 1988, selon le tableau qui suit :

	Quote-part relative % quote-part 1988 Fonds principal	Quote-part répartie. suivant les nouvelles règles
1989-1990	75 %	25 %
1991-1992	50 %	50 %
1993-1994	25 %	75 %
1995-	0 %	100 %

#### Section 2. — Répartition de la dotation spécifique

**Art. 19.** La dotation spécifique se subdivise en trois tranches :

- a) une tranche A de 4,5 % de la part visée à l'article 7, justifiée par des caractéristiques structurelles, des missions particulières ou de situations financières difficiles de certaines communes;
- b) une tranche B de 3,5 % de la part visée à l'article 7, justifiée par les missions essentielles ou obligations des communes;
- c) une tranche C de 7 % de la part visée à l'article 7, justifiée par des situations sociale et économique difficiles de certaines communes.

#### Sous-section 1re. — La tranche A de la dotation spécifique

**Art. 20.** Les critères suivants sont utilisés à raison des pourcentages suivants de la part visée à l'article 7, pour répartir la tranche A :

- § 1er. La capitale wallonne : la ville de Namur : 0,2 %.
- § 2. Le kilométrage de voirie : 1 %.

Le kilométrage pris en considération est celui de la petite vicinalité et de la grande communication situé sur le sol de la commune. La répartition entre communes de la somme affectée à ce critère s'effectue proportionnellement au nombre de kilomètres.

- § 3. Le service incendie : 1,5 %.

- Chaque commune autonome reçoit 120 francs par habitant.
- Communes centres de service régional : Y ou Z.

Seules les communes dont la quote-part par habitant dans les frais admissibles de leur centre d'incendie dépasse le montant moyen par habitant de la redevance mise à charge des communes que leur centre protège, bénéficient d'une dotation établie comme suit :

la différence entre, d'une part, la quote-part par habitant des communes centres de service régional dans les frais admissibles de leur service d'incendie et, d'autre part, le montant moyen par habitant de la redevance mise à charge des communes protégées et desservies est multiplié par la population des communes centres de service régional.

La dotation des communes centres de service régional est égale aux deux tiers du montant obtenu. Si la somme des dotations ainsi calculées dépasse la somme affectée au critère service incendie, la dotation de chaque commune est réduite à due concurrence.

- § 4. Aide financière aux communes dont les finances sont structurellement obérées : 1,8 %.

L'Exécutif détermine chaque année quelles sont les communes en difficulté financière et les modalités de répartition de la somme affectée à ce critère.

**Art. 21.** Si l'application des critères « service incendie » ou « aide financière aux communes structurellement obérées » n'aboutit pas à répartir toute la somme affectée à l'un d'eux, l'Exécutif peut réaffecter le solde à un ou plusieurs autres critères des tranches B et C de la dotation spécifique.

#### Sous-section 2. — La tranche B de la dotation spécifique

**Art. 22.** Les critères suivants sont utilisés à raison des pourcentages suivants de la part visée à l'article 7, pour répartir la tranche B :

- § 1er. Sécurité : 1 %.

1. Chaque commune organisant une permanence de police 24 h sur 24 bénéficie d'une dotation forfaitaire de 1 millions de francs.

Les permanences de 24 h sur 24 sont celles qui répondent aux critères définis par le Ministre de l'Intérieur.

2. Si la permanence est organisée en collaboration avec la gendarmerie, la dotation forfaitaire est réduite de moitié.

3. Si la permanence est organisée en collaboration avec plusieurs communes, la dotation forfaitaire est répartie entre chaque commune de manière égale.

4. Le reste de la somme affectée à ce critère est réparti entre les communes proportionnellement au nombre d'agents de police qui excède le nombre d'agents obtenu en comptant un agent pour 700 habitants en ce qui concerne les communes de deuxième catégorie et un agent pour 1 000 habitants en ce qui concerne les communes de troisième catégorie.

§ 2. Education et jeunesse : 2,5 %.

La somme affectée au critère Education jeunesse se décompose en trois sommes établies et réparties comme suit:

1. le quart de la somme est réparti entre les communes proportionnellement au nombre d'implantations scolaires de l'enseignement communal fondamental;
2. les deux quarts de la somme sont répartis entre les communes proportionnellement au nombre de classes de l'enseignement communal fondamental;
3. le quart de la somme est réparti entre les communes proportionnellement au nombre d'élèves régulièrement inscrits de l'enseignement fondamental et secondaire des établissements de tous réseaux d'enseignement situés sur la commune.

*Sous-section 3. — La tranche C de la dotation spécifique*

**Art. 23.** Les critères suivants sont utilisés à raison des pourcentages suivants de la part visée à l'article 7, pour répartir la tranche C:

§ 1er. Pertes d'emplois : 2 %.

1. les pertes d'emplois prises en considération visent les travailleurs salariés occupés dans la commune;
2. la somme affectée au critère perte d'emploi est répartie entre les communes proportionnellement au nombre d'emplois perdus, obtenu en déduisant du nombre d'emplois indiqués pour la commune par les dernières statistiques connues au 1er juillet de l'exercice en cours, le nombre d'emplois indiqués par les avant-dernières statistiques connues.

§ 2. Pauvreté : 5 %.

La somme affectée au critère pauvreté se décompose en 4 sommes établies selon les proportions suivantes, en fonction des éléments précisés ci-après:

a) chômeurs indemnisés : les communes dont le nombre de chômeurs complets indemnisés par rapport à la population est supérieur au même rapport calculé pour l'ensemble des communes de la Région wallonne, se répartissent les trois huitièmes de la somme affectée au critère pauvreté au prorata des écarts ainsi constatés par rapport à la moyenne régionale;

b) bénéficiaires du minimum de moyens d'existence : les communes dont le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence par rapport à la population est supérieur au même rapport calculé pour l'ensemble des communes de la Région wallonne, se répartissent les deux huitièmes de la somme affectée au critère pauvreté au prorata des écarts ainsi constatés par rapport à la moyenne régionale;

c) revenus faibles :

les communes dont le revenu imposable net par habitant est inférieur au même rapport calculé pour l'ensemble des communes de la Région wallonne, se répartissent le huitième de la somme affectée au critère pauvreté au prorata des écarts ainsi constatés par rapport à la moyenne régionale;

d) logements sociaux :

les deux huitièmes de la somme affectée au critère pauvreté sont répartis entre les communes proportionnellement au nombre de logements sociaux situés sur leur territoire.

Le nombre de logements à prendre en considération est divisé par le coefficient du revenu moyen imposable par commune des locataires de ces logements.

Ce coefficient est celui qui est pris en considération dans la réglementation sur le logement social.

**Art. 24.** Pour ce qui concerne les éléments du critère pauvreté à l'exception des logements sociaux, les quotes-parts des communes bénéficiaires dont le pourcentage de population active est inférieur au pourcentage moyen de la population active des communes des deuxième et troisième catégories, sont majorées dans la même proportion que celle de leur écart par rapport à ladite moyenne.

**Art. 25.** Par dérogation aux articles 23 et 24, les communes qui n'ont pas établi de centimes additionnels au précompte immobilier et de taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à des taux minima fixés par l'Exécutif sont exclues du bénéfice de la subvention calculée selon le critère « pauvreté ».

**CHAPITRE IV. — Exécution et liquidation**

**Art. 26.** L'Exécutif peut adapter tous les deux ans, à la hausse ou à la baisse, les pourcentages attribués à chaque critère ou élément de la dotation spécifique par le présent décret.

Cette adaptation est limitée à 1/5 du pourcentage attribué au critère ou à l'élément et ne peut être faite qu'en adaptant le pourcentage affecté à un critère de la même tranche, sans préjudice des dispositions de l'article 19.

**Art. 27.** Les sommes visées aux articles 20, § 3, et 22, § 1<sup>er</sup>, 1, sont, chaque année, augmentées proportionnellement à l'indice des prix à la consommation.

**Art. 28.** Deux avances trimestrielles sont accordées aux communes sur leurs quotes-parts dans la dotation principale jusqu'à l'établissement de leurs quotes-parts définitives fixées par le présent décret.

Elles sont versées dans le courant du deuxième mois des deux premiers trimestres, et sont égales à 25 % des quotes-parts attribuées aux communes dans la répartition de la dotation principale l'année précédente.

Le solde de la dotation principale est liquidé au plus tard le 31 juillet de l'exercice.

Les diverses sommes de la dotation spécifique, ainsi que la part prévue à l'article 3, sont liquidées pour le 31 décembre de l'exercice, sans préjudice de la possibilité, pour l'Exécutif de liquider des avances.

**Art. 29.** Si le montant global des avances versées à une commune est supérieur à la part qui lui revient dans la répartition, la différence est imputée sur la dotation spécifique à recevoir.

Si cette imputation est insuffisante, le solde est récupéré par la S.A. « Crédit communal de Belgique » qui en débite le compte ouvert à la commune.

Le Ministre ayant la tutelle dans ses attributions rectifie les erreurs éventuelles dans la répartition de la dotation générale des communes.

**Art. 30.** Si l'Etat a assuré au profit de la Région le versement des tranches de la dotation dans les délais requis, il sera dû aux communes, à charge du budget de la Région, des intérêts de retard sur les avances et soldes qui n'auraient pas été liquidés comme prescrit à l'article 28.

Ces intérêts seront calculés au taux appliqué par la S.A. « Crédit communal de Belgique » sur les avances de trésorerie qu'il accorde aux communes.

Cette disposition n'est pas d'application en 1989.

**Art. 31.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1586

#### 20. JULI 1989. — Dekret zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

##### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region wird eine jährliche allgemeine Dotation errichtet, mit der die Gemeinden der Wallonischen Region gemäß den im vorliegenden Dekret festgelegten Kriterien bezuschußt werden sollen.

**Art. 2.** Die durch vorliegendes Dekret eingeführte Finanzierung sichert den Gemeinden eine Einnahme zu, die frei von jeglicher besonderer Zweckbindung ist. Diese Tatsache wird keineswegs dadurch beeinträchtigt, daß man sich auf Kriterien beruft, die an gewisse von den Gemeinden ausgeübte Tätigkeiten gebunden sind.

**Art. 3.** Ein Anteil von 5 % der in Artikel 1 bestimmten jährlichen allgemeinen Dotation wird unter die Gemeinden der Wallonischen Region von der Exekutive verteilt auf der Grundlage von Kriterien, die diese festlegt.

**Art. 4.** Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets werden die Gemeinden der Wallonischen Region in drei Kategorien geordnet :

1. erste Kategorie : die Gemeinden Charleroi und Lüttich;
2. zweite Kategorie : die Gemeinden Arlon, Ath, Bastogne, Dinant, Eupen, Huy, La Louvière, Marche-en-Famenne, Mons, Mouscron, Namur, Neufchâteau, Nivelles, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Philippeville, Seraing, Soignies, Thuin, Tournai, Verviers, Virton, Waremmes;
3. dritte Kategorie : die anderen Gemeinden.

**Art. 5.** Nach Abzug des in Artikel 3 erwähnten Prozentsatzes von 5 % wird der Restbetrag der allgemeinen Dotation der Gemeinden in zwei Teile aufgeteilt :

1. 32,5 % werden den Gemeinden der ersten Kategorie gewährt;
2. 67,5 % werden den Gemeinden der zweiten und der dritten Kategorie gewährt.

##### KAPITEL II. — Gemeinden der ersten Kategorie

**Art. 6.** Der Anteil von 32,5 % der allgemeinen Dotation, der den Gemeinden der ersten Kategorie gewährt wird, wird unter diese verteilt im Verhältnis zu dem, was jede von ihnen für das Jahr 1988 vom Gemeindefonds erhalten hat.

Wenn der diesen Gemeinden zustehende Anteil der Dotation jedoch im Vergleich zum vorherigen Jahr höher liegt, wird diese Erhöhung zu gleichen Teilen unter die betreffenden Gemeinden verteilt.

(1) Sitzung 1988-1989.

Ratsdokumente. — 105 (1988-1989). Nrn. 1 bis 28.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 6. Juli 1989. Diskussion.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 7. Juli 1989. Abstimmung.

KAPITEL II. — *Gemeinden der zweiten und der dritten Kategorie*

**Art. 7.** Der Anteil von 87,5 % der allgemeinen Dotation, der den Gemeinden der zweiten und dritten Kategorie gewährt wird, wird in eine Hauptdotation und eine Sonderdotation unterteilt.

**Art. 8.** Die Hauptdotation beträgt 85 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils.

**Art. 9.** Die Sonderdotation beträgt 15 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils.

*Abschnitt 1. — Verteilung der Hauptdotation*

**Art. 10.** 14,85 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils werden unter die Gemeinden der zweiten und dritten Kategorie im Verhältnis zur Einwohnerzahl jeder Gemeinde verteilt, wobei jeder Ausländer als 1,25 Einwohner gerechnet wird.

0,10 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils werden zu gleichen Teilen unter die in Artikel 8 der koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Gemeinden mit Sonderregelung und die in der Wallonischen Region gelegenen Gemeinden des Gebietes deutscher Sprache verteilt.

0,05 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils werden im Verhältnis zur Einwohnerzahl der in Absatz 2 erwähnten Gemeinden verteilt.

**Art. 11.** 26 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils werden unter die Gemeinden der zweiten Kategorie im Verhältnis zur Einwohnerzahl jeder Gemeinde verteilt, nachdem diese Einwohnerzahl mit einem in Artikel 12 festgelegten Steuerquotient multipliziert wurde.

**Art. 12.** Der in Artikel 11 erwähnte Steuerquotient wird wie folgt ermittelt: Es wird ein Bruch aufgestellt, dessen Zähler den Betrag — pro Einwohner — der gesamten Gemeindegebühren und -steuern ist, nachdem diese um den Ertrag — pro Einwohner — der auf die Kernkraftwerke angewandten Steuern und Gebühren und um den Ertrag — pro Einwohner — der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen verringert worden sind, und dessen Nenner der Ertrag — pro Einwohner — dieser letzten auf 1 % reduzierten Steuer ist.

Der Ertrag der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen wird für die Anwendung des vorangehenden Absatzes fiktiv festgelegt:

- was den Zähler betrifft, auf 6 % und, was den Nenner betrifft, auf 1 % der zugunsten des Staates erhobenen Steuer auf die natürlichen Personen für die Gemeinden, die die Steuer nicht eingeführt haben;
- auf 6 mal den Ertrag, der auf 1 % reduzierten Steuer für die Gemeinden, die sie auf einen Satz festgesetzt haben, der niedriger liegt als 6 %.

**Art. 13.** Die Gemeinden der zweiten Kategorie haben mindestens Anspruch auf einen Anteil pro Einwohner, der dem durchschnittlichen Anteil — pro Einwohner — der Gemeinden der dritten Kategorie entspricht, der sich aus der Anwendung der Artikel 14, 15, 16 und 17 ergibt. Die für die Anwendung dieser Garantie nötigen Beträge werden den in den Artikeln 11 und 12 erwähnten Anteilen der anderen Gemeinden der zweiten Kategorie verhältnismäßig entnommen.

**Art. 14.** 44 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils werden unter die Gemeinden der dritten Kategorie im Verhältnis zur Einwohnerzahl jeder Gemeinde verteilt, nachdem diese Einwohnerzahl mit dem in Artikel 15 festgelegten Steuerkoeffizienten und dem in Artikel 16 festgelegten Koeffizienten der Bevölkerungsdichte multipliziert und durch den Ertrag — pro Einwohner — der auf 1 % reduzierten Zuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen geteilt worden ist.

Für die Gemeinden, die die Gemeindesteuer nicht eingeführt haben, wird letzterer Ertrag fiktiv auf 1 % der zugunsten des Staates erhobenen Steuer auf die natürlichen Personen festgelegt.

**Art. 15.** Zur Ermittlung des in Artikel 14 erwähnten Steuerkoeffizienten muß der in Artikel 12 festgelegte Quotient für jede Gemeinde wie folgt genormt werden:

- a) durch die Subtraktion des arithmetischen Mittels der Quotienten der Gemeinden der dritten Kategorie;
- b) durch die Teilung des vorangehenden Ergebnisses durch die Standardabweichung, die sich auf dieselben Quotienten bezieht;
- c) Der so genormte Quotient wird durch 5 geteilt und um eine Einheit erhöht.

**Art. 16.** Der in Artikel 14 erwähnte Koeffizient der Bevölkerungsdichte wird nach der folgenden Tabelle festgelegt:

Dichte	Koeffizient der Dichte
— weniger als 60 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,30
— von 60 bis weniger als 80 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,20
— von 80 bis weniger als 90 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,15
— von 90 bis weniger als 100 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,10
— von 100 bis weniger als 250 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,05
— von 250 bis weniger als 500 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,10
— von 500 bis weniger als 750 Einwohnern pro km <sup>2</sup>	1,20
— ab 750 Einwohner pro km <sup>2</sup>	1,30

**Art. 17.** Der in Artikel 15 erwähnte Koeffizient wird mit einem wie folgt festgelegten Berichtigungsfaktor multipliziert:

— Jedes Jahr wird das den bebauten und unbebauten gewöhnlichen Gütern beigemessene durchschnittliche steuerpflichtige Katastereinkommen der Gemeinden der dritten Kategorie pro Einwohner berechnet; die in jeder Gemeinde festgestellten Abweichungen von diesem Durchschnitt werden zur Hälfte der Einheit hinzugefügt oder von letzterer abgezogen, je nachdem ob sie unter oder über besagtem Durchschnitt liegen.

Das auf diese Weise ermittelte Ergebnis beträgt je nach Fall höchstens 1,25 oder mindestens 0,75.

**Art. 18.** Die Anwendung der Verteilungsregeln auf die Dotationen von 26 % und 44 %, die in Artikel 11 bzw. Artikel 14 erwähnt sind, wird stufenweise erfolgen.

Vorübergehend wird für jede dieser Dotationen ein Teil davon nach dem Anteil, den jede Gemeinde 1988 vom Hauptfonds erhalten hat, gemäß folgender Tabelle verteilt:

	Relativer Anteil % Anteil 1988 Hauptfonds	Nach dem neuen Regeln verteilter Anteil
1989-1990	75 %	25 %
1991-1992	50 %	50 %
1993-1994	25 %	75 %
1995-	0 %	100 %

#### Abschnitt 2. — Verteilung der Sonderdotation

Art. 19. Die Sonderdotation wird in drei Teilbeträge unterteilt:

- a) einen Teilbetrag A, der 4,5 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils entspricht und der durch strukturelle Charakteristiken, besondere Aufgaben oder die schwierige Finanzlage gewisser Gemeinden gerechtfertigt ist;
- b) einen Teilbetrag B, der 3,5 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils entspricht und der durch die wesentlichen Aufgaben und die Verpflichtungen der Gemeinden gerechtfertigt ist;
- c) einen Teilbetrag C, der 7 % des in Artikel 7 erwähnten Anteils entspricht und der durch die schwierige soziale und wirtschaftliche Lage gewisser Gemeinden gerechtfertigt ist.

##### Unterabschnitt 1. — Teilbetrag A der Sonderdotation

Art. 20. Für die Verteilung des Teilbetrags A werden nachstehende Kriterien zu folgenden Prozentsätzen des in Artikel 7 erwähnten Anteils angewandt:

§ 1. die wallonische Hauptstadt : die Stadt Namur : 0,2 %.

§ 2. Anzahl Kilometer des Straßen- und Wegenetzes : 1 %.

Die berücksichtigte Anzahl Kilometer ist diejenige der kleinen Gemeinewege und der Großen Verkehrswege auf dem Boden der Gemeinde. Die Verteilung der für dieses Kriterium bestimmten Summe unter die Gemeinden erfolgt im Verhältnis zur Anzahl Kilometer.

§ 3. der Feuerwehrdienst : 1,5 %.

— Jede autonome Gemeinde erhält 120 Franken pro Einwohner.

— Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Feuerwehrdienstes sind : Y oder Z.

Nur die Gemeinden, deren Anteil — pro Einwohner — an den annehmbaren Kosten ihres Feuerwehrzentrums den durchschnittlichen Betrag — pro Einwohner — der Gebühr überschreitet, die zu Lasten der von ihrem Zentrum geschützten Gemeinden geht, haben Anspruch auf eine wie folgt festgelegte Dotation : Die Differenz zwischen einerseits dem Anteil pro Einwohner, den die Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Dienstes sind, an den annehmbaren Kosten ihres Feuerwehrdienstes zu zahlen haben, und andererseits dem durchschnittlichen Betrag — pro Einwohner — der Gebühr, der zu Lasten der geschützten und betreuten Gemeinden geht, wird mit der Bevölkerungszahl der Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Dienstes sind, multipliziert.

Die Dotation der Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Dienstes sind, entspricht zwei Dritteln des ermittelten Betrags. Wenn die Summe der auf diese Weise berechneten Dotationen den für dieses Kriterium « Feuerwehrdienst » bestimmten Betrag überschreitet, wird die Dotation jeder Gemeinde entsprechend verringert.

§ 4. Finanzielle Hilfe an die Gemeinden, deren Finanzen strukturell mit Schulden belastet sind : 1,8 %.

Die Exekutive bestimmt jedes Jahr, welche Gemeinden in finanziellen Schwierigkeiten sind, und die Modalitäten für die Verteilung der für dieses Kriterium bestimmten Summe.

Art. 21. Wenn nach Anwendung der Kriterien « Feuerwehrdienst » oder « finanzielle Hilfe an die strukturell verschuldeten Gemeinden », die für eines dieser Kriterien bestimmte Summe nicht ganz verteilt worden ist, kann die Exekutive den Restbetrag erneut für ein oder mehrere Kriterien der Teilbeträge B und C der Sonderdotation bestimmen.

##### Unterabschnitt 2. — Teilbetrag B der Sonderdotation

Art. 22. Für die Verteilung des Teilbetrags B werden folgende Kriterien zu folgenden Prozentsätzen des in Artikel 7 erwähnten Anteils angewandt:

§ 1. Sicherheit : 1 %.

1. Jede Gemeinde, die einen Polizeibereitschaftsdienst hat, erhält eine Pauschaldotation von 1 Million Franken.

Die Bereitschaftsdienste sind diejenigen, die den vom Minister des Innern festgelegten Normen entsprechen;

2. Wenn der Bereitschaftsdienst in Zusammenarbeit mit der Gendarmerie organisiert wird, wird die Pauschaldotation zur Hälfte verringert;

3. Wenn der Bereitschaftsdienst in Zusammenarbeit mit mehreren Gemeinden organisiert wird, wird die Pauschaldotation gleichmäßig unter alle beteiligten Gemeinden verteilt;

4. Der Rest der für dieses Kriterium bestimmten Summe wird unter die Gemeinden verteilt im Verhältnis zur Anzahl Polizisten, die die Anzahl Polizisten überschreitet, die sich ergibt, wenn man für die Gemeinden der zweiten Kategorie von einem Polizisten je 700 Einwohner und für die Gemeinden der dritten Kategorie von einem Polizisten je 1 000 Einwohner ausgeht.

§ 2. Erziehung und Jugend : 2,5 %.

Die für das Kriterium « Erziehung und Jugend » bestimmte Summe wird in drei Summen geteilt, die wie folgt festgesetzt und verteilt werden:

1. Ein Viertel der Summe wird unter die Gemeinden im Verhältnis zur Anzahl Schulen des kommunalen Primarunterrichtswesens verteilt;

2. Zwei Viertel der Summe werden unter die Gemeinden im Verhältnis zur Anzahl Klassen des kommunalen Primarunterrichtswesens verteilt;

3. Ein Viertel der Summe wird unter die Gemeinden im Verhältnis zur Anzahl ordnungsgemäß eingetragener Schüler des Primar- und Sekundarunterrichtswesens der in der Gemeinde gelegenen Anstalten aller Unterrichtsnetze verteilt.

*Unterabschnitt 3. — Teilbetrag C der Sonderdotation*

**Art. 23.** Für die Verteilung des Teilbetrags C werden folgende Kriterien zu folgenden Prozentsätzen des in Artikel 7 erwähnten Anteils angewandt:

§ 1. Verluste von Arbeitsplätzen : 2 %.

1. Die berücksichtigten Verluste von Arbeitsplätzen betreffen die in der Gemeinde beschäftigten Lohnarbeiter;

2. Die für das Kriterium « Verluste von Arbeitsplätzen » bestimmte Summe wird unter die Gemeinden im Verhältnis zur Anzahl verlorener Arbeitsplätze verteilt, die sich ergibt, nachdem man von der Anzahl Arbeitsplätze, die für die Gemeinde in den am 1. Juli des laufenden Rechnungsjahres letzten gekannten Statistiken angegeben sind, die Anzahl Arbeitsplätze abgezogen hat, die in den vorletzten gekannten Statistiken angegeben sind.

§ 2. Armut : 5 %.

Die für das Kriterium « Armut » bestimmte Summe wird in 4 Summen geteilt, die aufgrund folgender Gegebenheiten und gemäß nachstehend angegebenen Verhältnissen festgesetzt werden :

a) *entschädigte Arbeitslose :*

Die Gemeinden, deren Anzahl entschädigter Vollarbeitsloser im Verhältnis zur Bevölkerung über dem für die gesamten Gemeinden der Wallonischen Region gleichermaßen ausgerechneten Verhältnis liegt, teilen sich drei Achtel der für das Kriterium « Armut » bestimmten Summe im Verhältnis zu den im Vergleich zum regionalen Durchschnitt auf diese Weise festgestellten Abweichungen;

b) *Bezieher des Existenzminimums :*

Die Gemeinden, deren Anzahl Bezieher des Existenzminimums im Verhältnis zur Bevölkerung über dem für die gesamten Gemeinden der Wallonischen Region gleichermaßen ausgerechneten Verhältnis liegt, teilen sich zwei Achtel der für das Kriterium « Armut » bestimmten Summe im Verhältnis zu den im Vergleich zum regionalen Durchschnitt auf diese Weise festgestellten Abweichungen;

c) *geringe Einkommen :*

Die Gemeinden, deren steuerpflichtiges Nettoeinkommen pro Einwohner unter dem für die gesamten Gemeinden der Wallonischen Region gleichermaßen ausgerechneten Verhältnis liegt, teilen sich ein Achtel der für das Kriterium « Armut » bestimmten Summe im Verhältnis zu den im Vergleich zum regionalen Durchschnitt auf diese Weise festgestellten Abweichungen;

d) *Sozialwohnungen :*

Zwei Achtel der für das Kriterium « Armut » bestimmten Summe werden unter die Gemeinden im Verhältnis zur Anzahl auf ihrem Gebiet gelegenen Sozialwohnungen verteilt.

Die zu berücksichtigende Anzahl Wohnungen wird durch den Koeffizienten des steuerpflichtigen Durchschnittseinkommens — pro Gemeinde — der Mieter dieser Wohnungen geteilt.

Dieser Koeffizient ist derjenige, der in den Bestimmungen über die Sozialwohnungen berücksichtigt wird.

**Art. 24.** Was die Gegebenheiten des Kriteriums « Armut », mit Ausnahme der Sozialwohnungen, betrifft, so werden die Anteile der betreffenden Gemeinden, deren Prozentsatz an erwerbstätiger Bevölkerung unter dem durchschnittlichen Prozentsatz der erwerbstätigen Bevölkerung der Gemeinden der zweiten und dritten Kategorie liegt, im Verhältnis zu der Abweichung von diesem Durchschnitt erhöht.

**Art. 25.** Die Gemeinden, die keine Zuschlaghundertstel zur Immobilienvorbelastung und keine Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen auf Mindestsätze festgelegt haben, die die Exekutive bestimmt hat, haben in Abweichung von den Artikeln 23 und 24 keinen Anspruch auf den Zuschuß, der nach dem Kriterium, « Armut » berechnet wird.

*KAPITEL IV. — Ausführung und Auszahlung*

**Art. 26.** Die Exekutive kann die Prozentsätze, die durch vorliegendes Dekret jedem Kriterium bzw. jeder Gegebenheit der Sonderdotation eingeräumt werden, alle zwei Jahre nach oben oder nach unten anpassen.

Diese Anpassung ist auf 1/5 des dem Kriterium bzw. der Gegebenheit eingeräumten Prozentsatzes beschränkt und darf nur durch Anpassung des einem Kriterium desselben Teilbetrags eingeräumten Prozentsatzes erfolgen, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 19.

**Art. 27.** Die in den Artikeln 20 § 3 und 22 § 1 Nr. 1 erwähnten Summen werden jedes Jahr im Verhältnis zum Index der Verbraucherpreise erhöht.

**Art. 28.** Den Gemeinden werden zwei vierteljährliche Vorschüsse auf ihre Anteile an der Hauptdotation gewährt, bis ihre durch vorliegendes Dekret bestimmten endgültigen Anteile festgelegt sind.

Diese Vorschüsse werden im Laufe des zweiten Monats der zwei ersten Vierteljahre ausgezahlt und entsprechen 25 % der Anteile, die den Gemeinden bei der Verteilung der Hauptdotation im vorigen Jahr gewährt worden sind.

Der Restbetrag der Hauptdotation wird spätestens am 31. Juli des Rechnungsjahres ausgezahlt.

Die verschiedenen Summen der Sonderdotation sowie der in Artikel 3 vorgesehene Anteil werden für den 31. Dezember des Rechnungsjahres ausgezahlt, unbeschadet der der Exekutive gebotenen Möglichkeit, Vorschüsse auszusahlen.

**Art. 29.** Wenn der Globalbetrag der einer Gemeinde ausgezahlten Vorschüsse über dem Anteil liegt, der ihr bei der Verteilung zusteht, wird die Differenz auf die Sonderdotation angerechnet, die diese Gemeinde erhalten soll.

Wenn diese Anrechnung nicht ausreicht, wird der Restbetrag von der « Gemeindegeld von Belgien » AG begetrieben, die das laufende Konto der Gemeinde mit diesem Betrag belastet.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht gehört, berichtigt die eventuellen Irrtümer bei der Verteilung der allgemeinen Dotation der Gemeinden.

**Art. 30.** Wenn der Staat die Teilbeträge der Dotation zugunsten der Region in der vorgeschriebenen Frist ausgezahlt hat, werden den Gemeinden Verzugszinsen für die Vorschüsse und Beträge, die nicht gemäß Artikel 28 ausgezahlt worden wären, zu Lasten des Haushaltsplans der Region geschuldet.

Diese Zinsen werden zu dem Satz berechnet, den die « Gemeindegeld von Belgien » AG auf die Darlehen, die sie den Gemeinden gewährt, anwendet.

Diese Bestimmung findet 1989 keine Anwendung.



Art. 31. Vorliegendes Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 20. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers  
für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens  
für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens  
für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1586

#### 20 JULI 1989. — Decreet tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Een jaarlijkse algemene dotatie ten laste van de begroting van het Waalse Gewest wordt, overeenkomstig de criteria bepaald in dit decreet, opgericht met het oog op de subsidiering van de gemeenten van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** De door dit decreet georganiseerde financiering verzekert aan de gemeenten een ontvangst vrij van iedere bijzondere bestemming. Het treffen van criteria in verband met bepaalde activiteiten uitgeoefend door de gemeenten vervangt niet dit karakter.

**Art. 3.** Een aandeel dat 5 pct. van de in artikel 1 bepaalde algemene dotatie bedraagt, wordt omgeslagen door de Executieve over de gemeenten van het Waalse Gewest op basis van de door haar vastgestelde criteria.

**Art. 4.** Voor de toepassing van dit decreet worden de gemeenten van het Waalse Gewest in drie categorieën ingedeeld:

1<sup>o</sup> eerste categorie : de gemeenten Charleroi en Luik;

2<sup>o</sup> tweede categorie : de gemeenten Aarlen, Aat, Bâstenaken, Dinant, Eupen, Hoi, La Louvière, Marche-en-Famenne, Bergen, Moeskroen, Namen, Neufchâteau, Nijvel, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Philippeville, Seraing, Zinnik, Thuin, Doornik, Verviers, Virton, Borgworm;

3<sup>o</sup> derde categorie : de andere gemeenten.

**Art. 5.** Na aftrek van het percentage van 5 % bedoeld in artikel 3 wordt het saldo van de algemene dotatie van de gemeenten in twee aandelen verdeeld:

1. 32,5 pct. wordt toegekend aan de gemeenten van de eerste categorie;

2. 67,5 pct. wordt toegekend aan de gemeenten van de tweede en derde categorieën.

#### HOOFDSTUK II. — Gemeenten van de eerste categorie

**Art. 6.** Het aandeel dat rata 32,5 % van de algemene dotatie bedraagt bestemd voor de gemeenten van de eerste categorie wordt omgeslagen over die gemeenten naar evenredigheid van het bedrag dat zij in het Gemeentefonds voor het jaar 1988 hebben ontvangen.

Is het aandeel van de dotatie die aan die gemeenten toevalt, echter groter dan het jaar voordien, dan wordt die verhoging omgeslagen bij gelijke aandelen over de betrokken gemeenten.

(1) Zitting 1988-1989.

Stukken van de Raad. — Nr. 105 (1988-1989), nrs. 1 tot 28.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 6 juli 1989. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 7 juli 1989. Stemming.

## HOOFDSTUK III. — Gemeenten van de tweede en van de derde categorieën

Art. 7. Het aandeel dat 67,5 % van de algemene dotatie bedraagt bestemd voor de gemeenten van de tweede en van de derde categorieën wordt verdeeld in een hoofddotatie en in een specifieke dotatie.

Art. 8. De hoofddotatie bedraagt 85 % van het in artikel 7 vermelde aandeel.

Art. 9. De specifieke dotatie bedraagt 15 % van het in artikel 7 vermelde aandeel.

## Afdeling 1. — Omslag van de hoofddotatie

Art. 10. 14,85 % van het in artikel 7 vermelde aandeel wordt omgeslagen over de gemeenten van de tweede en van de derde categorieën naar rata van het bevolkingscijfer van iedere gemeente, iedere vreemdeling geldt als 1,25 bewoner.

0,10 % van het in artikel 7 vermelde aandeel wordt omgeslagen, bij gelijke aandelen, over de gemeenten voorzien van een bijzonder taalstatuut bedoeld in artikel 8 van de gecoördineerde wetten op het taalgebruik inzake administratie en over de Duitstalige gemeenten gelegen in het Waalse Gewest.

0,05 % van het in artikel 7 vermelde aandeel wordt omgeslagen naar rata van het bevolkingscijfer van de in de tweede lid bedoelde gemeenten.

Art. 11. 26 % van het in artikel 7 vermelde aandeel wordt omgeslagen over de gemeenten van de tweede en van de derde categorieën naar rata van het bevolkingscijfer van iedere gemeente, vermenigvuldigd met een fiscaal quotiënt vastgesteld in artikel 12.

Art. 12. Het in artikel 11 bedoelde fiscale quotiënt wordt vastgesteld als volgt: er wordt een breuk vastgesteld met als teller het bedrag per inwoner van de totale gemeentereducties en -belastingen, verminderd met de opbrengst per inwoner van de belastingen en retributies op de kerncentrales en met de opbrengst per inwoner van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelastingen, en met als noemer de opbrengst per inwoner van laatstgenoemde belasting, teruggebracht tot de aanslagvoet van 1 %.

De opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting personen wordt voor de toepassing van vorig lid fictief vastgesteld:

- voor de teller op 6 % en voor de noemer op 1 % van de personenbelasting geheven ten voordele van de Staat voor de gemeenten die de belasting niet hebben geheven;
- op zesmaal de opbrengst van de gemeentebelasting teruggebracht tot 1 % voor de gemeenten die ze hebben geheven op een lagere aanslagvoet dan 6 %.

Art. 13. De gemeenten van de tweede categorie genieten ten minste een aandeel per inwoner dat gelijk is aan het gemiddelde aandeel per inwoner van de gemeenten van de derde categorie dat uit de toepassing van de artikelen 14, 15, 16 en 17 voortspuit.

De voor de toepassing van die waarborg nodige bedragen worden naar evenredigheid opgenomen op de in de artikelen 11 en 12 bedoelde aandelen van de andere gemeenten van de tweede categorie.

Art. 14. 44 % van het in artikel 7 vermelde aandeel wordt omgeslagen over de gemeenten van de derde categorie naar rata van het bevolkingscijfer van elke gemeente, vermenigvuldigd met een in artikel 15 vastgestelde fiscale coëfficiënt en vermenigvuldigd met een in artikel 16 vastgestelde coëfficiënt van bevolkingsdichtheid en verdeeld door de opbrengst per inwoner van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting teruggebracht tot de aanslagvoet van 1 %.

Die opbrengst wordt fictief vastgesteld op 1 % van de ten voordele van de Staat geheven personenbelasting voor de gemeenten die de aanvullende gemeentebelasting niet hebben geheven.

Art. 15. De in artikel 14 vermelde fiscale coëfficiënt wordt bekomen als volgt bij normalisering van de voor elke gemeente in artikel 12 vastgestelde coëfficiënt:

- a) door de aftrek van het rekenkundig gemiddelde van de quotiënten van de gemeenten van de derde categorie;
- b) door de deling van de vorige uitkomst door de standaard-afwijking betreffende diezelfde quotiënten;
- c) het aldus genormaliseerde quotiënt wordt gedeeld door 5 en vermeerderd met één eenheid.

Art. 16. De in artikel 14 bedoelde coëfficiënt van bevolkingsdichtheid wordt vastgesteld overeenkomstig onderstaande tabel:

Dichtheid	Dichtheidscoëfficiënt
— minder dan 60 inwoners per km <sup>2</sup>	1,30
— van 60 tot minder dan 80 inwoners per km <sup>2</sup>	1,20
— van 80 tot minder dan 90 inwoners per km <sup>2</sup>	1,15
— van 90 tot minder dan 100 inwoners per km <sup>2</sup>	1,10
— van 100 tot minder dan 250 inwoners per km <sup>2</sup>	1,05
— van 250 tot minder dan 500 inwoners per km <sup>2</sup>	1,10
— van 500 tot minder dan 750 inwoners per km <sup>2</sup>	1,20
— vanaf 750 inwoners per km <sup>2</sup>	1,30

Art. 17. De in artikel 15 bedoelde coëfficiënt wordt vermenigvuldigd met een verbeterde factor bepaald als volgt:

Het gemiddelde belastbaar kadastraal inkomen van de bebouwde en onbebouwde gewone goederen per inwoner van de gemeenten van de derde categorie wordt jaarlijks berekend; de in elke gemeente opgehaalde verschillen ten aanzien van dit gemiddelde worden toegevoegd aan of afgetrokken van de eenheid, voor de helft, volgens die verschillen kleiner of groter zijn dan die eenheid.

De aldus gekregen uitkomst is beperkt tot 1,25 of bedraagt ten minste 0,75 volgens het geval.

Art. 18. De omslagregelen op de dotaties van 26 % en 44 % respectievelijk vermeld in de artikelen 11 en 14 zullen progressief toegepast worden.

Bij wijze van overgangsmaatregel zal, voor ieder van die dotaties, een aandeel ervan omgeslagen worden volgens het aandeel dat elke gemeente in 1988 van het Hoofdfonds heeft ontvangen, overeenkomstig onderstaande tabel :

	Relatief aandeel % aandeel 1988 hoofdfonds	Aandeel omgeslagen volgens de nieuwe regelen
1989-1990	75 %	25 %
1991-1992	50 %	50 %
1993-1994	25 %	75 %
1995-	0 %	100 %

#### Afdeling 2. — Omslag van de specifieke dotatie

Art. 19. De specifieke dotatie wordt verdeeld in drie tranches :

- a) een A tranche gelijk aan 4,5 % van het in artikel 7 vermelde aandeel, verantwoord door structurele kenmerken, bijzondere opdrachten of door de moeilijke financiële toestand van bepaalde gemeenten;
- b) een B tranche gelijk aan 3,5 % van het in artikel 7 vermelde aandeel, verantwoord door wezenlijke opdrachten of door de verplichtingen van de gemeenten;
- c) een C tranche gelijk aan 7 % van het in artikel 7 vermelde aandeel, verantwoord door moeilijke sociale en economische toestanden van bepaalde gemeenten.

#### Onderafdeling 1. — De A tranche van de specifieke dotatie

Art. 20. De A tranche wordt omgeslagen overeenkomstig de volgende maatstaven, tegen de volgende percentages van het in artikel 7 vermelde aandeel :

§ 1. De Waalse hoofdstad : de stad Namen : 0,2 %.

§ 2. Het aantal kilometers wegen : 1 %.

De in acht genomen kilometerstand is die van de kleine buurtwegen en van de wegen van groot verkeer gelegen op het grondgebied van de gemeente. Het bedrag bestemd aan dit maatstaf wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal kilometers.

§ 3. De brandweerdienst : 1,5 %.

— Iedere zelfstandige gemeente ontvangt 120 F per inwoner.

— De centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst : Y of Z.

Alleen de gemeenten waarvan het aandeel per inwoner in de toelaatbare kosten van hun brandweerdienst groter is dan het gemiddelde bedrag per inwoner van de retributie ten laste van de gemeenten die hun centrum beschermt, genieten een subsidie waarvan het bedrag wordt berekend als volgt :

het verschil tussen enerzijds het aandeel per inwoner van de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst in de toelaatbare kosten van hun brandweerdienst en anderzijds het gemiddelde bedrag per inwoner van de retributie ten laste van de door die centrumgemeenten beschermde en bediende gemeenten, wordt vermenigvuldigd met de bevolking van de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst.

De dotatie van de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst bedraagt twee derde van het berekende bedrag. Is de som van de zo berekende dotaties groter dan de som bestemd voor de maatstaf brandweerdienst, dan wordt de dotatie van elke gemeente verminderd tot het passende beloop.

§ 4. Tegemoetkoming aan de gemeenten die structureel zich in de schulden steken : 1,8 %.

De Executieve bepaalt ieder jaar de gemeenten die financieel zwaar belast zijn en de modaliteiten inzake omslag van het voor die maatstaf bestemde bedrag.

Art. 21. Wanneer de toepassing van de maatstaven « brandweerdienst » of « tegemoetkoming aan de gemeenten die structureel zich in de schulden steken » niet erin slaagt de gehele som bestemd voor één van hen om te slagen, kan de Executieve het saldo weer bestemmen voor één of verschillende andere maatstaven van de B en C tranches van de specifieke dotatie.

#### Onderafdeling 2. — De B tranche van de specifieke dotatie

Art. 22. De B tranche wordt omgeslagen overeenkomstig de volgende maatstaven, tegen de volgende percentages van het in artikel 7 vermelde aandeel :

§ 1. Zekerheid : 1 %.

1. Elke gemeente die met een 24-uur politiedienst belast is, geniet een forfaitaire dotatie van 1 miljoen frank.

De 24-uur politiediensten zijn die die aan de door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde normen voldoen.

2. Wordt die dienst in samenwerking met de Rijkswacht georganiseerd, dan wordt de forfaitaire dotatie verminderd met de helft.

3. Wordt die dienst in samenwerking met verschillende gemeenten georganiseerd, dan wordt de forfaitaire dotatie omgeslagen over elke gemeente bij gelijke aandelen.

4. Het saldo van de voor die maatstaf bestemde som wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal politieagenten boven het aantal agenten verkregen indien het wordt berekend, voor de gemeenten van de tweede categorie één politieagent voor 700 inwoners en, voor de gemeenten van de derde categorie één politieagent voor 1 000 inwoners.

§ 2. Opleiding en jeugd : 2,5 %.

De voor de maatstaf Opleiding jeugd bestemde som bestaat uit drie sommen berekend en omgeslagen als volgt :

1. 1/4 van de som wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal schoolvestigingen van het gemeentelijk grondonderwijs;

2. 2/4 van de som wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal klassen van het gemeentelijke grondonderwijs;

3. 1/4 van de som wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen van het grond- en secundaire onderwijs van de instellingen alle onderwijsnetten vermengd, gelegen op het grondgebied van de gemeente.

#### Onderafdeling 3. — De C tranche van de specifieke dotatie

**Art. 23.** De C tranche wordt omgeslagen overeenkomstig de volgende maatstaven, tegen de volgende percentages van het in artikel 7 vermelde aandeel :

§ 1. Betrekkingsverliezen : 2 %.

1. De in acht genomen verloren gegane betrekkingen betreffen de in de gemeente tewerkgestelde loonarbeiders;

2. De voor de maatstaf betrekkingsverlies bestemde som wordt omgeslagen over de gemeenten naar verhouding van het aantal verloren gegane betrekkingen, cijfer verkregen bij het aftrekken, van het aantal betrekkingen vermeld voor de gemeente door de op 1 juli van het lopende jaar laatste bekende statistieken, van het aantal betrekkingen vermeld door de voorlaatste bekende statistieken.

§ 2. Armoedigheid : 5 %.

De voor de maatstaf armoede bestemde som bestaat uit 4 bedragen vastgesteld overeenkomstig de volgende verhoudingen, rekening houdend met de hierna vermelde elementen :

a) Uitkeringsgerechtigde werklozen : de gemeenten waarvan het aantal volledige uitkeringsgerechtigde werklozen vergeleken met de bevolking groter is dan diezelfde verhouding berekend voor alle gemeenten van het Waalse Gewest, verdelen 3/8 van de som bestemd voor de maatstaf armoede onder elkaar naar rata van de zo vastgestelde verschillen vergeleken met het gewestelijke gemiddelde;

b) Minimexrechthebbenden : de gemeenten waarvan het aantal minimexrechthebbenden vergeleken met de bevolking groter is dan diezelfde verhouding berekend voor alle gemeenten van het Waalse Gewest, verdelen 2/8 van de som bestemd voor de maatstaf armoede onder elkaar naar rata van de zo vastgestelde verschillen vergeleken met het gewestelijke gemiddelde;

c) klein inkomen : de gemeenten waarvan het netto belastbaar inkomen per inwoner kleiner is dan diezelfde verhouding berekend voor alle gemeenten van het Waalse Gewest, verdelen 1/8 van de som voor de maatstaf armoede onder elkaar naar rata van de zo vastgestelde verschillen vergeleken met het gewestelijke gemiddelde;

d) sociale woningen : 2/8 van de som bestemd voor de maatstaf armoede worden omgeslagen over de gemeenten naar evenredigheid van het aantal sociale woningen gelegen op hun grondgebied.

Het in acht te nemen aantal woningen wordt gedeeld door het coëfficiënt van het gemiddelde belastbaar inkomen per gemeente van de huurders van die woningen.

Die coëfficiënt is die die in acht genomen wordt in de reglementering inzake sociale woningen.

**Art. 24.** Wat de elementen van de maatstaf armoede betreft, met uitsluiting van de sociale woningen, worden de aandelen van de rechthebbende gemeenten waarvan het percentage werkende bevolking kleiner is dan het gemiddelde percentage werkende bevolking van de tweede en van de derde categorieën, verhoogd in dezelfde mate dan die van hun verschil vergeleken met dit gemiddelde.

**Art. 25.** In afwijking van de artikelen 23 en 24 genieten de gemeenten die geen opcentiemen op de onroerende voorheffing noch de aanvullende belasting op de personenbelasting hebben opgeheven tegen de minimumaanslagvoeten vastgesteld door de Executieve, niet de subsidie berekend volgens de maatstaf armoede.

#### HOOFDSTUK IV. — Uitvoering en vereffening

**Art. 26.** De Executieve kan iedere twee jaar beslissen de aan elke maatstaf of element van de specifieke dotatie toegekende percentages op stijging of op daling aan te passen.

Die aanpassing wordt beperkt tot 1/5 van het percentage toegekend aan de maatstaf of aan het element en kan alleen uitgevoerd worden bij aanpassing van het percentage toegekend aan een maatstaf van dezelfde tranche, onverminderd de bepalingen van artikel 19.

**Art. 27.** De in de artikelen 20, § 3 en 22, § 1, 1 bedoelde sommen worden ieder jaar verhoogd naar verhouding van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

**Art. 28.** Twee driemaandelijke voorschotten worden toegekend aan de gemeenten op hun aandelen in de hoofddotatie tot de vaststelling van hun vaste aandelen door dit decreet.

Die voorschotten worden gestort in de loop van de tweede maand van de twee eerste kwartalen en bedragen 25 % van de aandelen toegekend aan de gemeenten in de omslag van de hoofddotatie het jaar voordien.

Het saldo van de hoofddotatie wordt vereffend ten laatste op 31 juli van het dienstjaar.

De verschillende sommen van de specifieke dotatie alsmede het in artikel 3 voorzien aandeel worden vereffend de 31e december van het dienstjaar onverminderd de mogelijkheid voor de Executieve voorschotten te storten.

**Art. 29.** Is het totale bedrag van de aan een gemeente gestorte voorschotten hoger dan het aandeel dat haar in de omslag toevalt, dan wordt het verschil bij de te ontvangen specifieke dotatie opgevoerd.

Is die boeking onvolledig, dan wordt het saldo verhaald door de N.V. « Gemeentekrediet van België » die de voor de gemeente geopende debiteert.

De Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht behoort, rectificeert de eventuele vergissingen in de omslag van het deel van de algemene dotatie van de gemeenten.

**Art. 30.** Heeft de Staat de storting van de tranches van de dotatie ten gunste van het Gewest binnen de voorgeschreven termijnen verzekerd, dan worden nalatighedsinteressen verschuld aan de gemeenten op de voorschotten en op de saldo's die niet zouden vereffend worden als voorgeschreven in artikel 28.

Die interessen worden berekend op het percentage toegepast door de N.V. « Gemeentekrediet van België » op de voorschotten die zij aan de gemeenten verleend.

Die bepaling is niet van toepassing in 1989.

Art. 31. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,  
de K.M.O.'s en het Openbaar Regionaal Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud,  
Industriezones en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,  
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F. 89 — 1587

**20 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant répartition des services de l'Exécutif en deux Ministères**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 septembre 1984 portant le cadre organique du Ministère de la Région wallonne tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 12 juin 1985 et 25 juin 1987;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique régionale;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que l'octroi de nouvelles compétences à la Région wallonne impose de restructurer sans délai les services de l'Exécutif;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

**Article 1er.** Les Services de l'Exécutif régional wallon sont répartis en deux Ministères dénommés, respectivement, « Ministère de la Région wallonne » et « Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ».

**Art. 2.** Les emplois prévus au cadre arrêté le 12 septembre 1984 par l'Exécutif régional wallon constituent le cadre organique du « Ministère de la Région wallonne ».

**Art. 3. 1er.** Les emplois suivants sont créés au Ministère wallon de l'Équipement et des Transport :

- un emploi de secrétaire général;
- un emploi de directeur général à la Direction générale des Routes;
- un emploi de directeur général à la Direction générale des Voies hydrauliques;
- un emploi de directeur général à la Direction générale des Transports;
- un emploi de directeur général à la Direction générale des Services techniques généraux.

2. Le directeur général de la Direction générale des Routes bénéficie de l'échelle 16/S.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME